



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le - 8 NOV 2002

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : M. J. L. LOPEZ

☎ 04.91.15.69.33.

VL/BN

N° 2002-309/130-2002 A

ARRÊTÉ

**imposant des prescriptions complémentaires
à la S.A. PORT PÉTROLIER DE GIVORS
à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE (13230)**

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement et notamment le Titre 1^{er} de son Livre V,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU la Directive "SEVESO" 96-82 CE du 9 Décembre 1996 dite "SEVESO II" concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses,

VU l'arrêté d'autorisation du 13 Novembre 1996 délivré à la S.A. PORT PÉTROLIER DE GIVORS pour son établissement de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE,

VU l'arrêté ministériel du 10 Mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs,

VU la circulaire du 4 Janvier 2001 prise pour l'application de l'arrêté ministériel susvisé,

VU l'arrêté de mise en demeure du 5 Mars 2002 pris à l'encontre de ladite société,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 27 Août 2002,

.../...

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 26 Septembre 2002,

CONSIDÉRANT que la S.A. PORT PÉTROLIER DE GIVORS est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 Mai 2000,

CONSIDÉRANT que l'exploitant, suite à la mise en demeure du 5 Mars 2002, a procédé à la mise à jour de ses études de dangers,

CONSIDÉRANT que l'étude remise est insuffisante au regard des dispositions de la circulaire et de l'arrêté ministériel du 10 Mai 2000,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la S.A. PORT PÉTROLIER DE GIVORS en vue d'amender et de compléter ses études de dangers,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La S.A. PORT PÉTROLIER DE GIVORS, dont le siège social se situe Place du Bassin à GIVORS (69702), est tenue de respecter, dans son établissement sis Z.I. Berge sud du canal à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE (13230) où elle exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement, les dispositions suivantes.

ARTICLE 2

L'étude de dangers du site du 31 Mai 2002 sera modifiée et/ou complétée sur les points suivants :

- Fournir la dénomination précise de l'exploitant légal (raison sociale, siège,...) ;
- Compléter la description de l'environnement par la présentation des habitations en zone Z1 (1^{er} effets létaux) et des établissements recevant du public et établissements de grande hauteur en Z2 (1^{er} effets irréversibles) et zone PPI ;
- Dans le cadre des scénarios conduisant à des surpressions, la Z1 doit être caractérisée par une surpression de 140 mbar et non de 170 mbar ;
- Examiner le scénario "perte totale et instantanée de confinement d'un isoconteneur de bromure de méthyle" ;
- Fournir un tableau de synthèse de tous les scénarios examinés présentant les distances associées aux zones Z1 et Z2 et à l'apparition des effets "dominos". La définition des scénarios doit également bien préciser les dispositifs de sécurité dont le bon fonctionnement est pris en compte ;
- Etablir une conclusion claire sur le niveau de sûreté des installations et si nécessaire proposer une synthèse des améliorations à apporter assortie d'un échéancier de réalisation ;

- En ce qui concerne les éléments cartographiques :
 - ✓ Sur le document à l'échelle 1/5000 décrivant l'enveloppe extérieure des zones Z1 et Z2, positionner les centres de chaque cercle en précisant son rayon ainsi que le scénario associé ;
 - ✓ Fournir un document séparé pour chaque scénario conduisant à des effets "domino" ;
 - ✓ Fournir une carte à l'échelle 1/25000 décrivant la zone PPI résultant des divers scénarios évoqués.

La version complétée de l'étude de dangers sera transmise à Monsieur le Préfet dans un délai d'un mois après signature du présent arrêté.

ARTICLE 3

Cette étude de dangers, éventuellement complétée dans le cadre de l'article 2 ci-dessus, sera soumise dans son ensemble à l'analyse critique d'un tiers expert.

Le choix du tiers expert sera soumis à l'accord de l'inspection des installations classées.

Ce tiers expert aura pour mission, eu égard à l'état de l'art, aux techniques disponibles et à l'environnement de l'établissement, de dégager un avis sur la pertinence des mesures de sécurité figurant dans l'étude de dangers, d'identifier les points faibles, les possibilités d'amélioration.

Le tiers expert pourra être amené à considérer des scénarios complémentaires à ceux pris en compte par l'exploitant dont certains paramètres seraient jugés par le tiers expert insuffisamment pénalisants.

Les documents génériques à l'établissement décrivant la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM), et le système de gestion de la sécurité (SGS), intégrés à l'étude de danger, seront également soumis à l'analyse critique mais ne doivent pas en constituer un objectif principal. Cet examen des documents génériques ne vise pas à constituer une validation du SGS par le tiers expert.

Priorité sera donnée aux scénarii conduisant à augmenter les zones 1 et 2 inscrites au P.OS./P.L.U. ou pour lesquels les zones 1 et 2 ne sont pas modifiées mais comprennent déjà des habitations dans la zone 1 et établissements réservés au public dans la zone 2.

Le rapport du tiers expert sera remis à Monsieur le Préfet en deux exemplaires dans un délai de 4 mois après signature du présent arrêté.

ARTICLE 4

L'exploitant réalisera une étude technico-économique, qui étudiera les possibilités de réduction du risque à la source pour son établissement. Cette étude technico-économique devra notamment envisager la mise en œuvre de technologies intrinsèquement plus sûres et afficher les avantages et inconvénients de chaque situation envisagée.

Cette étude technico-économique sera remise à Monsieur le Préfet dans un délai de 4 mois après signature du présent arrêté.

ARTICLE 5

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels et commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 6

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 - Titre 1^{er} - Chapitre I du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 7

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 8

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 9

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, /
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Chef du Service Interministeriel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le

- 8 NOV 2002

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Invern
Martine INVERNON

